

Renforcement des capacités des magistrats et auxiliaires de justice en droit uniforme Ohada Pour une meilleure connaissance du droit des affaires

Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'ÉCOLE régionale supérieure de la magistrature (Ersuma) des Etats membres de l'Ohada, basée à Porto-Novo, capitale politique du Bénin organise, du 13 au 17 juillet 2015, un atelier de renforcement des capacités à l'intention des magistrats et autres auxiliaires de justice de notre pays, et dont le thème principal est : " Droit Ohada, droit Cémac, contentieux des actes uniformes". Sous la supervision d'Apollinaire Ondo Mvé (magistrat hors hiérarchie, juge à la Cour commune de justice et d'arbitrage Ohada et formateur des formateurs à l'Ersuma), Helley Ondo (magistrat hors hiérarchie, conseiller du minis-



Photo : Arisfide Moussavou

Le DG de l'Ersuma, Félix Onana Etoundi aux côtés Brigitte Marie-Hélène Bouka, directrice de cabinet du ministre de la Justice, à l'ouverture du séminaire. Photo de droite : Des magistrats lors de la séance d'ouverture de l'atelier de formation sur le droit Ohada à leur intention.

tre de la Justice) et Jean-Marie Ntoutoume (magistrat hors hiérarchie et ancien président de la Cour de justice de la Cémac), les différents "apprenants", venus de Libreville, Oyem, Port-Gentil, Mouila, Makokou, Tchibanga, Franceville et Koula-Moutou, quatre

jours durant, recevront des enseignements sur les pratiques et contentieux de l'injonction de payer en droit Ohada, sur le contentieux de la saisie-attribution des créances, sur le droit pénal des affaires Ohada, sur les règlements du contentieux devant la Cour de justice de la Cémac, sur le rôle du



Photo : Arisfide Moussavou

juge dans les procédures d'arbitrage Ohada et l'exécution des sentences arbitrales dans l'espace Ohada.

Dans son allocution d'ouverture, Brigitte Marie-Hélène Bouka, directeur de cabinet du ministre de la Justice empêché, a rappelé le rôle important de ce séminaire.

"Le thème retenu pour cette formation traduit en actions pertinentes la haute vision de son Excellence Ali Bongo Odimba, président de la République, chef de l'Etat, telle que déclinée dans le Plan stratégique Gabon émergent, qui fait du renforcement de l'Etat de droit une impé-

rieuse nécessité, en vue d'une meilleure attractivité de l'environnement des affaires (...). Le gouvernement gabonais, en quête d'excellence, a la ferme conviction que ces travaux permettront à notre pays d'arrimer son offre de service public de la justice aux standards internationaux".

Pour Félix Onana Etoundi, directeur général de l'École régionale supérieure de la magistrature, l'objectif spécifique de ce programme est d'appuyer l'amélioration du climat des affaires dans les Etats concernés pour un renforcement des compétences des magistrats et auxi-

liaires de justice, par la formation en droit uniforme Ohada et autres droits communautaires", a-t-il rappelé.

Ainsi donc, la présente formation délocalisée à Libreville s'inscrit dans le cadre du Programme indicatif régional du 10e Fonds européen de développement (Fed) Afrique centrale, pour lequel l'Ersuma a bénéficié d'une subvention de la Délégation de l'Union européenne de Bangui (RCA) pour un programme de formation des magistrats des Etats membres de la Cémac, plus Sao-Tomé et la RDC, aux actes uniformes de l'Ohada.

Étude sur le potentiel du marché financier Cémac Lutter contre la faiblesse en matière d'inclusion financière

MZM
Libreville/Gabon

MALGRE les infrastructures et les équipements de qualité qui y sont intégrés, les objectifs assignés au marché de la sous-région de la CEMAC concluent toujours à la faiblesse de financement des économies de l'ensemble des Etats membres. Une partie de ces difficultés provient également de la coexistence entre la bourse des valeurs du Cameroun DSX et la BVMAC au Gabon. Cette situation a longtemps placé les opérateurs économiques de la zone et les investisseurs dans une insécurité juridique.

Afin de viabiliser le marché et répondre efficacement aux attentes de la sous-région, le Comité de surveillance des marchés financiers (Cosumaf) a initié, avec l'appui financier de la Banque africaine de développement (Bad), une étude sur le potentiel du marché financier de l'Afrique centrale.

Attribuée au cabinet consulting Roland Berger, cette étude, qui va se dérouler sur l'ensemble des six Etats membres de la Cémac, s'étendra sur une période de cinq mois. Il s'agira tout d'abord pour l'équipe de consultants, d'établir un diagnostic de la situation actuelle, d'identifier les acteurs économiques qui pourront émettre sur le marché, mais aussi de formuler des



Photo : Archives l'union

Les experts du cabinet consulting Roland Berger vont sillonner et analyser, cinq mois durant l'état du marché financier à travers l'ensemble des Etats membres de la Cémac

recommandations en matière d'adaptation et/ou de réforme du marché, à savoir : ses structures et le cadre réglementaire, au sens large. Enfin, il sera question d'amorcer l'accompagnement des acteurs identifiés afin de favoriser leur recours au marché.

Le cabinet consulting Roland Berger a procédé de ce fait, le 8 juillet dernier, à la présentation des modalités de la mise en œuvre de cette étude au Gabon. Présent lors de cette présentation, le ministre de l'Économie, de la Promotion des investissements et de la Prospective, Régis Immongault n'a pas caché son enthousiasme face à cette étude sur l'état d'avancement des réformes précédentes, étant entendu que celle-ci permettra d'aboutir à un constat: « Nous avons besoin d'une bourse de valeurs qui puisse fonctionner au niveau de l'Afrique centrale afin de lutter contre la faiblesse en matière d'inclusion financière. Cela nécessite la

poursuite de certaines réformes avec les consultants ayant l'expertise avérée », a-t-il souligné, avant d'ajouter que « pour le Gabon, les retombées consistent à avoir des financements sains, de bonne facture pour l'économie et pour les Etats ».

A la fin de cette étude, le cabinet consulting Roland Berger présentera un rapport sur l'étude de marché des entreprises pouvant recourir au financement boursier par secteur et par pays. Mieux, une base exploitable de données sera à la disposition des acteurs du marché boursier sur l'ensemble des entreprises de la zone Cémac. Les PME pourront également consulter un document plan d'actions pour aplanir les obstacles au financement, en vue de leur accès audit financement par le marché financier.

Les conclusions de cette étude seront transmises au Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) pour exploitation.

BAISSE DES PRIX

Rafraîchissez-vous à un prix bien glacé !

5000 FCFA

Petite bouteille, petit prix, partout au Gabon

Bouteilles plastiques 50cl uniquement

Prix homologués DGCC 2015

Sobraga | Les Brasseries du Gabon